

Juin 2025

Recommandations de l'OCDE envers les politiques réglementaires : tirer le meilleur des pratiques du numérique à travers le monde

Raphaëlle Carrière

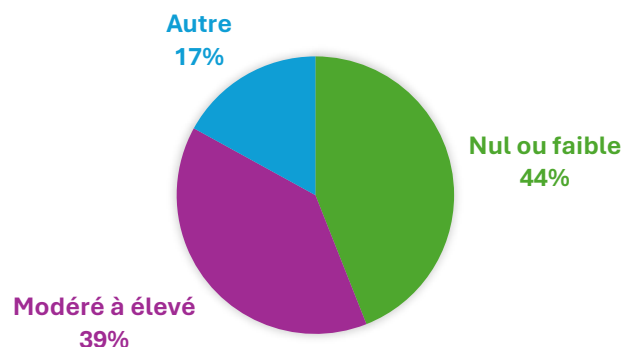


Série spéciale régulation numérique

Confrontés à la transformation du monde numérique, les gouvernements doivent agir avec efficacité et adresser les risques émergents au travers de politiques réglementaires. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une organisation internationale œuvrant pour la mise en place de politiques publiques, établit des normes internationales et suggère des solutions tirées de l'analyse des données. En 2025, elle a publié la quatrième édition de *Perspectives sur la politique de la réglementation*. Celle-ci examine les politiques réglementaires des gouvernements de l'OCDE dans la dernière décennie afin d'analyser leur qualité par rapport à la population, l'environnement et le futur. Au travers de ces analyses, elle souligne l'importance de formuler les politiques réglementaires répondant aux enjeux actuels et tournés vers l'avenir.

D'abord, les auteurs du rapport *Perspectives sur la politique de la réglementation* rapportent les données d'un sondage mené en 2023 auprès de trente pays sur le sujet de la confiance envers les institutions nationales¹. Ce dernier illustre un portrait inquiétant. Il estime que 44 % des répondants n'ont peu ou pas confiance envers leur gouvernement national. Cela dépasse la proportion de ceux qui ont confiance envers ces mêmes institutions à un niveau modéré à élevé, ce qui s'élève à 39 % des répondants. Le rapport de l'OCDE souligne que pour favoriser la confiance de la population envers les institutions nationales, il est essentiel de baser les politiques réglementaires sur des données et des preuves scientifiques. En fondant les politiques sur des données factuelles, la population leur reconnaît davantage de légitimité et leur niveau de confiance envers leur gouvernement augmente.

Figure 1: niveau de confiance envers les institutions nationales



Le rapport souligne qu'il est nécessaire de réaliser une analyse *ex ante* ainsi que des évaluations *ex post* des politiques réglementaires. En adoptant des examens des politiques et en suivant

¹OCDE. (2025) *Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation 2025*. Éditions OCDE, Paris, p.27.

leurs facteurs de succès dès leur rédaction, il est possible de modeler les politiques afin qu'elles s'adaptent au contexte économique, social et environnemental sur le long terme. Une évaluation des impacts, un calcul des coûts-bénéfice, un suivi et une révision des politiques réglementaires permettent de les rendre flexibles et réactives aux évolutions du temps.

Le risque avec l'approche « réglementer et oublier » est qu'avec le temps, les politiques se chevauchent, émettent des failles et ne couvrent pas les risques émergents. Des réglementations tournées vers le futur doivent disposer de dispositifs institutionnels aptes à s'attaquer aux phénomènes transversaux. Ils doivent être munis d'une gouvernance agile pour homogénéiser et rendre les politiques cohérentes. Ils doivent prioriser un cadre de régulation basé sur des principes forts plutôt que des règles prédéterminées.

Les auteurs soulignent qu'il n'y a pas une seule stratégie optimale au développement des politiques réglementaires. Le contexte dans lequel la stratégie est implémentée et la technologie réglementée influence le choix des approches. Or, ils recommandent d'intégrer une approche basée sur les risques. Lors de la rédaction et de la mise en œuvre des politiques réglementaires, les pouvoirs publics doivent les orienter de façon à réduire les risques éventuels et de leurs impacts sociaux, environnementaux et économiques. En accordant la priorité aux activités à haut risque, les autorités déterminent les domaines dans lesquels la non-conformité aux politiques est plus préjudiciable et plus susceptible de se produire. Ainsi, ils œuvrent à limiter ces préjudices et leurs impacts sur la société. Cette approche holistique favorise l'efficacité réglementaire.

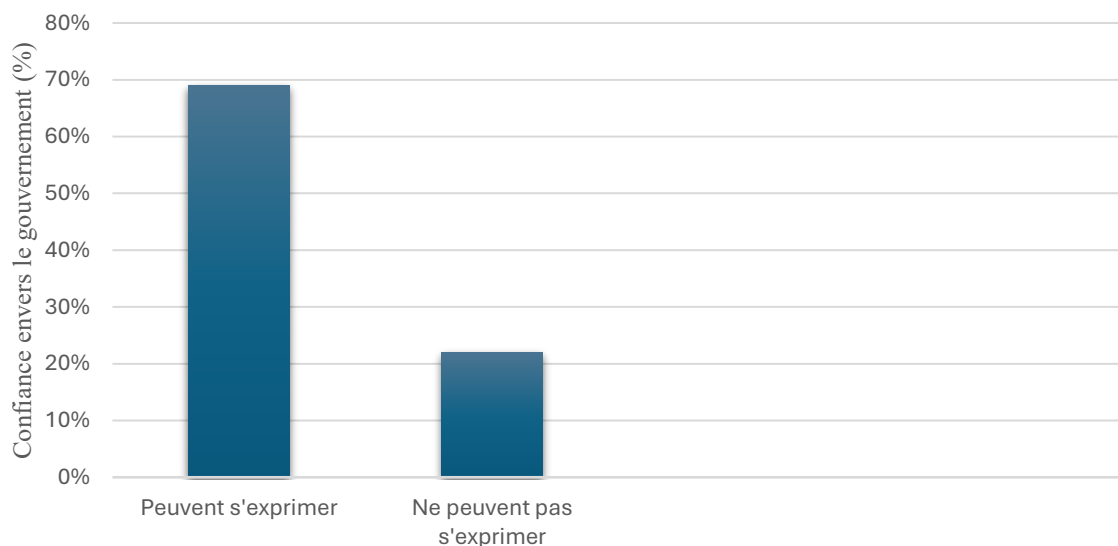
Un exemple notable de cette stratégie s'observe dans le *AI Act* de l'Union européenne. Ce premier cadre juridique global relatif à l'intelligence artificielle dans le monde classe les systèmes de l'Intelligence artificielle en fonction des risques qu'ils imposent et des différents degrés de régulation qu'ils requièrent². Plus les risques d'un système d'intelligence artificielle sont élevés, plus les règles applicables sont strictes. Conséquemment, les risques à la société sont minimisés.

De surcroît, les auteurs mettent l'emphase sur le dialogue avec les entreprises, les civils et les parties prenantes. Un rapport de l'OCDE datant de 2024 indique que de pouvoir s'exprimer sur un sujet et de sentir que cela influence les actions d'un gouvernement est un facteur de

² Économie. *Règlement sur l'intelligence artificielle*. En ligne. <<https://economie.fgov.be/fr/themes/line/intelligence-artificielle/reglement-sur-lintelligence>>. Consulté le 22 juin 2025.

confiance envers les institutions nationales³. Or, seulement 30 % des répondants sentent qu'ils peuvent s'exprimer et qu'ils interviennent sur les actions de leur gouvernement. Parmi ces derniers, 69 % d'entre eux ont confiance envers leur gouvernement national. Tandis que parmi les 70 % des répondants qui ne sentent pas qu'ils peuvent s'exprimer et intervenir sur les actions de leur gouvernement, uniquement 22 % d'entre eux ont confiance envers leurs institutions nationales. La transparence et le dialogue sont donc des facteurs de succès dans la rédaction et la mise en œuvre de politiques réglementaires. Les auteurs recommandent donc aux pouvoirs publics d'émettre un retour d'information post-consultation. Celui-ci indique aux citoyens que leurs opinions façonnent l'élaboration des politiques tout en favorisant leur participation.

Figure 2: Confiance envers le gouvernement en fonction du sentiment d'expression perçu



En empruntant une approche inclusive, les autorités devraient s'engager avec ceux qui sont affectés par les politiques tout en limitant les barrières administratives et structurelles limitant l'accès au dialogue. Un accès équitable aux consultations publiques et à l'élaboration des politiques favorise la participation et l'implication de tous. Or, actuellement, lorsqu'un enjeu se soulève, les pays tendent à lancer des consultations sélectives plutôt que de dialogue ouvert à tous. Cette pratique favorise la pratique de rendement de rente auprès de ceux qui sont consultés et diminue l'inclusivité de la population citoyenne, celle-ci voyant sa confiance envers les institutions diminuer.

³ OCDE. (2025). *Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation 2025*. Éditions OCDE, Paris, p.32.

Étant considéré comme une des transitions digitales le plus à succès, le cas spécifique de la transformation digitale de l'Estonie illustre la capacité du numérique à faciliter la consultation et renforcer la démocratie⁴. Ce pays a développé une plateforme digitale permettant aux citoyens de soumettre des commentaires envers les législations. Elle travaille également au développement d'une plateforme numérique favorisant la collaboration d'experts et d'employés d'État sur des textes législatifs. Cet outil sera muni d'un espace de discussion entre les citoyens, des experts, des organisations et des ministères. Ainsi, il facilitera la participation de la population au processus de rédaction de loi tout en garantissant sa transparence. Ces actions illustrent un réel désir de surpasser la consultation citoyenne afin d'atteindre une situation de cocréation de la loi avec les citoyens.

Enfin, les auteurs recommandent de développer des actions conjointes soutenues par une forte coordination et coopération internationale, interinstitutionnelle et interministérielle. L'implémentation d'action conjointe peut s'observer sous différentes formes : la collection de données scientifiques entre multiples organisations internationales, des initiatives entre deux administrations de pays différents, des projets menés par différentes institutions d'un même pays. Sous un cadre de gouvernance fort, une large coordination domestique et internationale permet d'empêcher des chevauchements et les failles des politiques.

La France est un modèle à suivre à l'égard de la coordination des mécanismes et d'évaluation des politiques réglementaires basées sur des preuves scientifiques. Cela est observé dans le Pôle d'Expertise de la Régulation Numérique (PEReN). Il s'agit d'un service à compétence national sous l'autorité des ministres de l'Économie, de la Culture et du Numérique⁵. Ce bureau interministériel vise à mieux comprendre le fonctionnement des plateformes numériques et à orienter l'expertise de la science des données au service de la régulation numérique. Il peut appuyer les services ayant des compétences de régulation dans la mise en œuvre de politiques réglementaires et apporter son expertise dans les travaux de recherche commandités par des services de l'État.

Alors que le rapport *Perspectives sur la politique de la réglementation* de l'OCDE souligne les efforts de plusieurs pays à l'égard de pratiques recommandées, trois éléments clés apparaissent : pour être efficaces et efficientes, les politiques réglementaires doivent être conduites sur les

⁴ Open Government Partnership. "Lessons from Reformers: Estonia Shifts from Online Consultation to Co-Creation". Chap. in *Regulatory Governance in the Open Government Partnership*, p.36.

⁵ PEReN. *Qui sommes-nous ?* En ligne. <<https://www.peren.gouv.fr/qui-sommes-nous/>>. Consulté le 22 juin 2025.

principes de l'intelligence, la simplification et la rationalisation. Leur cadre régulateur doit être simple et transparent afin de favoriser l'innovation et le progrès.